

Calgary en Alberta, confirment que, contrairement à ce que la plupart des Canadiens persistent à croire, et à ce que notre culture encourage, l'aide aux personnes à revenu modique ne diminue en rien leur initiative.

Si nous voulons discuter de la chose, il nous faut reconnaître que notre culture souffre encore aujourd'hui d'un reste ou d'un reliquat de l'époque où on estimait bon de travailler et mauvais d'être en chômage, d'être paresseux ou de ne pas travailler. Par conséquent, même s'ils veulent travailler mais ne peuvent dénicher un emploi, et s'ils sont forcés à dépendre de l'assistance publique, à cause des nuances de notre culture, les gens ont tôt fait d'être poussés à retourner au travail. Je n'exprime pas une opinion personnelle. Je puis en donner d'abondantes preuves en citant l'excellent travail accompli par l'Université du Wisconsin sous la direction d'une organisation appelée Mathematica Incorporated de Princeton, New Jersey. Des travaux effectués à Paterson, Passaic et Trenton et à d'autres endroits, y compris Princeton au New Jersey, en fournissent des preuves supplémentaires. On a constaté que les personnes qui reçoivent plus d'aide s'aident elles-mêmes et sortent de la pauvreté de leur propre initiative.

Il serait utile de lire les conclusions de ces travaux. Rien n'indique dans ces chiffres que l'ardeur au travail ait diminué chez ceux qui reçoivent des allocations de soutien du revenu. Au contraire, il semble que l'ardeur au travail des participants ait augmenté par rapport à ceux qui ne reçoivent pas de paiements. Le rapport signale que des entrevues poussées auprès des participants au projet visaient à établir l'attitude des individus devant le travail. Les entrevues ont clairement indiqué que les gens à faibles revenus sont fortement encouragés au travail. La majorité des interviewés ont dit qu'ils aspiraient à de meilleures emplois et qu'ils étaient disposés à changer de ville ou à recevoir une formation même avec une baisse de salaire, sur une courte période, pour les obtenir. La majorité était prête aussi à prendre deux emplois pour faire vivre leur famille. Les recherches effectuées en Angleterre ont également démontré que les taux d'imposition élevés qui grèvent les revenus supérieurs—et cela dément un point de vue très répandu dans notre société—ne jouent pas le rôle de stimulant. Si l'on ajoute à cela les résultats de l'étude de Calgary, selon laquelle 95 p. 100 des personnes auxquelles on vient en aide ont bien gagné et mérité cette assistance, on peut avancer avec certitude que l'assistance sociale n'élimine pas le goût du travail.

Il reste encore un aspect de la question que nous n'avons pas envisagé: qu'advierait-il d'une société dont tous les membres estimerait qu'il est bon de ne pas travailler et de n'en faire qu'à sa guise? On n'a jamais répondu à la question, mais j'éprouve quelques doutes en la matière. Tel était le sujet des études effectuées, entre autres, au New Jersey et à Calgary, mais a-t-on obtenu les résultats que l'on sait parce que ces travaux portaient sur un microcosme inclus dans une société qui continue à être axée sur le travail? J'ai mes soupçons à ce sujet.

Nous ne pouvons pas supposer tout simplement que dans une culture basée sur le travail et dans laquelle la majorité des gens préparent leur retraite et économisent dans ce but, si on vient en aide à certaines personnes qui sont devenues vraiment pauvres malgré elles, elles profiteront de cette aide pour vivre comme la majorité. Il nous faut toujours réfléchir plus profondément. Cela serait un revirement, une toute autre considération. Qu'advient-il lorsque la majorité se contente de recevoir et que c'est la minorité qui crée, travaille ou anime? Quelles seraient alors les provisions culturelles? Est-ce que des recherches du genre au New Jersey auraient les mêmes résultats?

Je crois donc que ce projet de loi comporte un excellent principe, car il stipule que les membres de la société sont tenus de venir en aide aux pauvres qui ne peuvent subvenir à leurs besoins. Nous sommes tenus d'encourager constamment nos concitoyens à gagner leur vie. Il est bon d'aider quelqu'un à subvenir à ses besoins, mais c'est tout autre chose que tenter par tous les moyens possibles d'empêcher quelqu'un de le faire. A mon avis, en dépit des problèmes liés au principe de sélectivité, en dépit du fait que parfois des gens seront malhonnêtes, comme le député de Timiskaming (M. Peters) l'a signalé ce matin, et que nous serons en présence des distinctions signalées par le député qui m'a précédé, par exemple, deux voisins qui reçoivent les pensions de vieillesse et de sécurité, l'un touchant un supplément appréciable et l'autre presque rien, je ne vois pas de meilleure façon d'aider les Canadiens nécessiteux, exception faite d'un revenu garanti général.

Si nous accordons un revenu garanti à tout le monde, il faut savoir jusqu'où nous sommes disposés à aller. Si nous fixons un montant trop élevé, nous devons alors modifier littéralement notre conception. Je ne crains pas de modifier ma conception de la vie. Il se peut fort bien que le temps soit venu, en une ère moderne, de changer d'attitude et d'envisager les choses autrement. Il y a à l'heure actuelle des centaines de milliers de Canadiens, que nous tous ensemble ici représentons, qui croient fermement qu'il devrait y avoir plus de gens en cette Chambre et à l'extérieur pour dire: Voyons, monsieur Canada, vous devez, vous aussi, vous occuper de vous-même. Comme un député l'a dit, d'une certaine façon j'exerce ma troisième profession, dont l'une était celle de pasteur. A mon arrivée dans ma première paroisse du Nord de l'Ontario, je n'étais pas installé depuis deux heures que 30 voyageurs sonnaient à ma porte. Alors il faut bien réfléchir pour savoir qui aider, qui est dans le besoin et qui ne l'est pas. C'est une question sérieuse que celle d'aider les vagabonds voyageant par chemin de fer. Il faut se poser une question encore plus sérieuse.

J'avais l'habitude de dire à ceux qui venaient frapper à ma porte: Croyez-vous vraiment que je devrais vous aider à continuer ce que vous faites? Autrement dit, il s'agissait ou de les empêcher de poursuivre leur existence de clochards ou de les aider à la maintenir. La même